

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SELESTE SCIC**

13 avenue du Maréchal Juin  
69720 Saint-Bonnet-De-Mure

Code AIOT : 0057800021

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement SELESTE SCIC implanté 6 rue Jean Moulin Z.A du moulin à vent 78280 Guyancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été diligentée en réaction à l'incendie survenu dans l'établissement dans la nuit du mardi 7 avril au mercredi 8 avril 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SELESTE SCIC
- 6 rue Jean Moulin Z.A du moulin à vent 78280 Guyancourt
- Code AIOT : 0057800021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SELESTE SCIC est un établissement d'incinération de cadavres d'animaux exploité sous le régime de l'autorisation et relevant de la rubrique 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **Contexte de l'inspection : Accident**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation accidentelle	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
2	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
4	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie s'est déclaré dans l'établissement dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 avril 2026. Les éléments présentés par l'exploitant montrent qu'il a été causé par le four G2.

L'agent de crémation a contacté les services de secours à 3h21 car le four présentait des flammes plus importantes qu'à l'accoutumée en façade (lorsqu'une surpression s'instaure dans la chambre de combustion, l'étanchéité de la porte n'est plus assurée) et qu'un câble électrique avait brûlé, causant un court-circuit.

L'intervention des services de secours a permis d'éteindre le feu qui s'est néanmoins propagé au plafond le temps de l'ouverture et de l'arrosage de l'intérieur des fours.

L'agent de crémation de service déclare, lors de l'inspection le jeudi 9 avril, avoir introduit 2 cadavres dans chaque four pour un poids total d'environ 30 à 40 kg dans chaque four.

Les "boîtes noires" des fours, interrogées par le technicien de la société de maintenance présent sur place au moment de l'inspection, ont permis de constater que les introductions des charges ont été faites respectivement à 3h09 pour le four G2 et à 3h12 pour le four G1, soit à 3 minutes d'intervalle.

Or avec un système commun d'évacuation des fumées des deux fours, des limitations existent sur les modalités d'introduction des cadavres, ce dont l'agent de crémation de service n'était pas informé, ayant été formé sur un autre site de la société présentant des appareils comparables mais

dans une configuration différente.

Il est à noter que le commandant des opérations de secours (COS) du SDIS, qui a lui-même sorti les cadavres des chambres de combustion après leur extinction, fait part à l'inspection d'un poids approximatif de 120 kg de cadavres (4 chiens d'un poids unitaire d'environ 30kg). Le COS précise que ce poids est celui qui a alors été déclaré par l'agent de crémation présent sur place, lors du sinistre (et choqué). L'équipe d'inspection, étonnée de cette différence de poids entre la déclaration initiale aux pompiers (120 kg) et celle formulée le jour de l'inspection par l'agent (60 à 80 kg), demande au COS de préciser si, indépendamment de la déclaration de l'agent, il estime le poids de ce qu'il a manipulé à 120 kg ou à 80 kg. Sans hésiter, le COS fait correspondre le poids annoncé (120 kg) à celui sous-pesé en manipulant les cadavres.

L'incendie ayant détruit les bords de crémation, le registre électronique de crémation n'ayant pas été complété avant l'accident (survenu au début de la crémation) et les cadavres ayant été évacués vers une autre installation avant l'arrivée de l'équipe d'inspection, il n'existe aucun moyen de connaître avec certitude le poids total qui avait été introduit dans les fours.

### **Réflexions sur les causes probables de l'incendie**

Les observations de terrain (poids mentionné par le SDIS et avis du technicien de maintenance qui pense à une surcharge), le fait que l'agent de crémation en service n'ait pas reçu une formation adaptée (méconnaissance des limitations d'exploitation dues à la présence d'une unique cheminée) et l'absence de justificatif quant au poids réellement introduit dans les chambres de crémation au moment de l'accident constituent des indices convergents : l'explication la plus probable à cet incendie semble être une surcharge des fours ayant conduit à une insuffisance de tirage des fumées causant une surpression dans les chambres puis une perte de "confinement" des flammes par l'avant du four.

### **Conclusions sur les suites de l'exploitation de l'établissement**

A l'avenir, l'exploitant doit :

- respecter strictement la limite de poids de cadavres à charger en simultané dans les fours (i.e. 40kg maximum par four) ;
- respecter, tel que préconisé par le fournisseur mais non formalisé par une procédure d'exploitation, un délai de 30 mn entre les introductions opérées dans les deux fours, tant que chaque four ne disposera pas de son propre système d'évacuation des fumées ;
- former ses agents de crémation à l'exploitation des installations tenant compte de leurs spécificités (notamment configuration des évacuations des fumées) ;
- tracer rigoureusement les crémations en temps réel tel que requis.

L'exploitant est appelé à :

- modifier ses consignes pour que le technicien de maintenance soit également contacté en cas d'intervention des services de secours sur les fours, pour préciser les éventuelles précautions à prendre ;
- s'interroger sur la pertinence de la situation de travailleur isolé de l'agent de crémation de nuit.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis une déclaration d'accident dans la matinée du mercredi 8 avril, soit quelques heures après l'accident, par un mail à l'inspection accompagné d'un fichier correspondant au formalisme de déclaration précédemment en vigueur.</p> <p>L'inspection prend bonne note de cette transmission rapide, mais précise que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026, cette déclaration d'accident doit être faite de manière dématérialisée, sur la plateforme prévue à cet effet :<a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à cette déclaration en ligne sous quinzaine. Ces nouvelles dispositions visent à faciliter l'analyse du retour des accidents pour en extraire des alertes et recommandations à partager à l'ensemble des professionnels.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Maîtrise de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.  Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
<b>Constats :</b>  L'équipe d'inspection demande à voir l'attestation de formation de l'agent de crémation qui était de service quand s'est déclaré l'incendie. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection une attestation de formation datée du 08/07/2025 au nom de cet agent intitulée "Appareil de crémation FT40, ligne de filtration" produite par la société FACULTATIVE TECHNOLOGIES (FT), fabricant des fours dont dispose l'exploitant.  L'équipe d'inspection constate que l'attestation de formation précise que le lieu de formation est le crématorium animalier d'Héric (44) et non celui de Guyancourt (78). En échangeant avec l'agent de crémation concerné et avec le technicien de la société FT présent sur les installations le jour de l'inspection, l'équipe d'inspection comprend que les installations d'Héric présentent une configuration différente de celles de Guyancourt. En effet, avec une unique cheminée pour 2 fours, les installations de Guyancourt nécessitent des modalités d'exploitations particulières, à savoir que les introductions dans les 2 fours doivent être espacées de 30 minutes au minimum dans certaines conditions d'exploitation, afin d'éviter que les pics de températures des 2 chambres ne surviennent de façon concomitante. Or, l'agent de crémation de Guyancourt, formé sur les installations d'Héric, déclare ne pas être au courant de ces modalités particulières d'introductions dans les fours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit former son personnel exclusivement sur ses installations de Guyancourt, afin que les spécificités de ce site soient bien abordées au cours de la formation.  Les consignes d'exploitation doivent préciser ces spécificités, et l'exploitant doit s'assurer qu'elles soient connues de l'ensemble de son personnel..
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre des entrées et traitements
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tiendra un registre mentionnant chaque jour, heure par heure les introductions de cadavres ainsi que leur poids puis, en regard, le jour puis les heures et minutes de début et d'achèvement des opérations de crémation concernant chacun d'eux. [...]
<b>Constats :</b>  L'équipe d'inspection demande à voir le registre et/ou les bons de crémation des cadavres qui étaient en cours de crémation au moment de l'incendie. L'exploitant explique que le registre n'avait pas encore été renseigné par l'agent de crémation au moment du départ de feu, que les bons de crémations qui sont affichés sur les parois du four pour permettre de savoir exactement ce qui est en cours de crémation ont été détruits dans l'incendie, rendant impossible le renseignement du registre a posteriori.  L'agent de crémation présent au moment de l'accident explique, par téléphone lors de l'inspection, qu'il avait introduit dans chaque four 2 cadavres de chiens pour un poids total dans chaque four d'environ 30 à 40 kg.  L'équipe du SDIS a indiqué à l'inspection, après l'intervention, qu'elle avait extrait environ 120 kg de cadavres des fours (4 chiens d'environ 30 kg). Bien qu'il s'agisse d'un poids estimé, il est très éloigné de celui avancé par l'agent de crémation (80 kg au maximum).  <b>Non-conformité n° 20260409-NC-1 :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du poids de cadavres incinéré au moment de l'accident. L'exploitant doit <b>sous 1 mois</b> modifier ses consignes d'exploitation pour que le registre puisse être rempli en temps réel ou pour que les bons de crémation ne soient pas exposés à un risque de destruction en cas d'accident dans la zone technique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limitation du poids des cadavres
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les conditions proposées à la clientèle devront préciser que la crémation de cadavres "d'un ou plusieurs animaux pesant au total plus de 40 kg" est interdite par la loi (article 264 du Code rural). Les cadavres ou lots de cadavres d'un poids supérieur seront refusés par l'exploitant et leur propriétaire ou détenteur devra être informé qu'il doit les remettre à un équarrisseur.

**Constats :**

L'exploitant avait déclaré lors d'une réunion avec la DRIEAT organisée le 12/12/2025 vouloir :

- faire modifier les prescriptions de son arrêté préfectoral pour permettre la crémation de cadavres ou de lots de cadavres d'un poids supérieur à 40 kg et
- modifier ses installations afin que chaque four dispose de son propre système d'extraction des fumées.

Lors de l'inspection, comme lors de cette réunion, l'exploitant déclare que les fours FT40 dont il dispose ont une capacité de crémation de 40 kg/h mais qu'ils sont prévus pour recevoir une charge supérieure à 40kg.

Le technicien de la société FACULTATIVE TECHNOLOGIES, fabricant des fours, déclare au cours de l'inspection que les fours ne sont pas prévus pour l'introduction de charges supérieures à 40 kg. Il souligne que le rythme d'utilisation des fours est particulièrement élevé dans les installations de Guyancourt.

En réponse, l'exploitant déclare respecter les consignes du fabricant de laisser les fours reposer une heure par jour et disposer d'écrits du constructeur indiquant que des cadavres ou lots de cadavres de plus de 40 kg peuvent être introduits dans ces fours. Ces écrits n'ont pas été présentés à l'équipe d'inspection, qui rappelle qu'à ce jour, les prescriptions encadrant le fonctionnement des installations ne permettent pas à l'exploitant de dépasser une charge de 40 kg dans ses fours.

Elle note que l'exploitant n'a pas formalisé sa demande de modification de la prescription, qui devra être argumentée techniquement.

Les rapports des pompiers évoquent la présence dans les fours de 4 cadavres d'animaux pour un poids total d'environ 120 kg, ce qui est bien supérieur au poids total déclaré par l'agent de crémation, à savoir 60 à 80 kg. En l'absence de traçabilité des introductions dans les fours et les cadavres n'ayant pas pu être examinés par l'équipe d'inspection, le poids réel de cadavres présent dans les fours au moment de l'accident ne peut être déterminé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection des installations classées :

- rappelle à l'exploitant que les prescriptions encadrant le fonctionnement de ses installations ne lui permettent pas d'introduire des charges supérieures à 40 kg, que ce point sera strictement contrôlé à l'avenir et qu'un exemplaire de contrat de crémation indiquant le poids limite ne pouvant être dépassé doit lui être transmis ;
- demande à l'exploitant de respecter un délai de 30 minutes entre les introductions dans chaque four tant que les fours partageront le même système d'extraction des fumées, quel que soit le poids des charges introduites dans les fours ;
- informe l'exploitant qu'il peut faire part au Préfet (via l'inspection) d'une modification de ses installations en vue de disposer d'un système d'évacuation des fumées par four, par un simple porter-à-connaissance comportant les éléments d'appréciation.

**Type de suites proposées :** Sans suite